

***Déscolarisation et le défi d'insertion des jeunes des quartiers résidentiels :
cas de la ville de Bangui***

Dr Josué NDOLOMBAYE

Maître de conférences

Université de Bangui

[ndolombaye@yahoo.fr/](mailto:ndolombaye@yahoo.fr)

RESUME

La présente étude est le fruit d'une recherche menée à partir d'une série d'entretiens individuels semi-directif et directif collectifs réalisés en 2010. Elle part d'une interrogation sur les difficultés de l'enfance et de la jeunesse urbaine de s'intégrer normalement et de trouver une réponse à leurs besoins. Il s'agit surtout d'une jeunesse déscolarisée des quartiers résidentiels dont les difficultés sont parfois si grandes qu'elles nuisent à leur épanouissement et à leur capacité de prendre leur place dans la société.

Les résultats de l'étude démontrent que les difficultés d'insertion des jeunes des quartiers résidentiels en général, et singulièrement aux quartiers SICA 2, SICA 3 et Benz-vi peuvent être expliquées par leur environnement social, les nouvelles valeurs qui contrastent avec les valeurs traditionnelles, les limites des pratiques de prévention, de déviance sociale et de dispositifs d'insertion des jeunes en difficultés en Centrafrique. Les solutions viendraient de la prise en compte du problème à la racine, en mettant en place des stratégies de réussite éducative afin de repérer et prendre en charge des élèves en situation d'échec ou de blocage par rapport aux apprentissages.

Mots-clés : Jeunes en difficulté, Quartiers résidentiels, Déscolarisation, insertion sociale

ABSTRACT

This study is the result of research conducted from a series of semi-structured individual interviews and group directive conducted in 2010. It by a query on the difficulties of childhood and urban youth to integrate normally and find an answer to their needs. It is primarily are snidential neighborhood school youth whose difficulties are sometimes so large that they impede their development and their ability to take their place in society.

The results of the study show that the difficulties of integrating youth residential areas in general and particularly at two SICA, SICA 3 and Benzvi can be explained by their social environment, the new values contrast with values traditional boundaries prevention practices social deviance and insertion devices of troubled youth in Central Africa.

Solutions come from the consideration of the problem at the root, by implementing educational success strategies to identify and support students who are failing or blocking relation to learning

Keywords: *Troubled youth, residential areas, school leaving, social inclusion*

INTRODUCTION

La présente étude est le fruit d'une recherche menée à partir d'une série d'entretiens individuels semi-directif et directif collectifs réalisés en 2010. Elle part d'une interrogation sur les difficultés de l'enfance et de la jeunesse urbaine à s'intégrer normalement et à trouver une réponse à leurs besoins. Il s'agit surtout d'une jeunesse déscolarisée des quartiers résidentiels dont les difficultés sont parfois si grandes qu'elles nuisent à leur développement et à leur capacité de prendre leur place dans la société. Dans l'ensemble, la problématique consiste à démontrer que lorsque la sécurité ou le développement socioculturel d'un enfant ou d'un jeune est compromis, cela révèle les limites de l'environnement social et économique des quartiers devenus difficiles à vivre, tout comme des institutions sociales, des pratiques éducatives classiques, bref de l'intervention sociale.

1. Problématique : société urbaine et jeunesse en difficulté

Le processus de construction sociale d'une jeunesse en difficulté dans les quartiers résidentiels de Bangui pose problème alors que jusqu'ici, ce sont les enfants et les jeunes des quartiers populaires qui sont concernés. La déscolarisation et les différentes formes de marginalisation que l'urbanisation produit demeurent un problème préoccupant pour les chercheurs en sciences sociales et juridiques, les travailleurs sociaux, etc.

En Centrafrique, ce problème caractérise de façon évolutive les quartiers résidentiels de la ville de Bangui, capitale politique et économique. En fait, jusque dans les années 1980, les problèmes récurrents qui se posaient à l'enfance et à la jeunesse urbaine étaient le désœuvrement, de la déscolarisation, de l'enfance de la rue, de l'enfance dans la rue et de la délinquance juvénile (Ndolombaye, 1996). Les différents conflits militaro-politiques et la crise mondiale ont, en partie, contribué à développer en milieu urbain, et particulièrement dans les quartiers résidentiels de Bangui, une nouvelle forme de marginalité qui touche les déscolarisés que nous qualifions de « *jeunes du quartier résidentiel* » à la différence des enfants et jeunes de la rue issus généralement des quartiers populaires et synonymes **de précarité, de pauvreté**.

Précisons que les médias utilisent l'expression "*jeunes des quartiers*" depuis quelques années en Europe. Or, depuis les années 1960, ce terme de « jeunes des quartiers » n'existait pratiquement pas chez les chercheurs et travailleurs sociaux. C'est dire que ce sont les quartiers populaires qui étaient considérés comme des bastions des déviances et des questions relatives aux enfants et jeunes dits « en difficulté » sociale ou familiale. Dans les années 2000, ce sont tous les quartiers résidentiels situés autour des centres villes qui sont concernés par ces questions. La ville de Bangui, comme toutes les autres villes en développement, est depuis quelques années confrontée à cette problématique.

Qui sont les « *jeunes du quartier résidentiel* » ou des « *quartiers résidentiels* » ?

Il s'agit, en fait, d'une nouvelle catégorie de jeunes issus du décrochage scolaire, mais surtout d'origine familiale plus ou moins aisée, compte tenu du fait que les parents habitent dans une zone urbaine où l'habitat est conçu pour être partagé dans la perspective d'une véritable coexistence de catégories socioprofessionnelles moyennes. Or, on a l'habitude de constater que l'origine familiale aisée est un facteur de réussite sociale, c'est-à-dire pour réussir dans la vie, il vaut mieux être issu d'une famille aisée. A contrario, les enfants élevés dans une

famille pauvre n'apportent aucun bénéfice en termes de réussite future pour les générations suivantes. C'est dire qu'aujourd'hui, de *l'enfance et de la jeunesse en difficulté* des milieux populaires de Bangui, l'on est passé à celle des quartiers résidentiels. La réalité observée révèle l'émergence d'une grande majorité des « *jeunes du quartier résidentiel* » qui, n'ayant pratiquement pas eu un parcours familial jalonné de difficultés, trouvent de difficultés à continuer leur scolarité et à s'insérer sur le marché du travail urbain. En réalité, leur décrochage scolaire constitue un problème social émergent.

Le problème, c'est qu'en face, l'on peut déplorer l'absence de programmes et de mesures les concernant. Aussi, l'objectif de cette étude est d'explorer l'univers social de ces « jeunes du quartier », à partir des aspects contextuels qui caractérisent leur vie quotidienne et d'ouvrir des voies de réponses spécifiques pour améliorer les conditions d'une insertion sociale et professionnelle réussie en tenant compte des particularités de ces jeunes. La question de départ est celle-ci :

- ✓ Qu'est-ce qui explique et justifie l'émergence des jeunes en difficultés des quartiers résidentiels ?

Cette question principale entraîne d'autres plus opérationnelles :

- ✓ Quelles sont les trajectoires des « jeunes du quartier » ?
- ✓ Quel est le rapport à l'école et les représentations que ces jeunes ont de l'insertion et de leur avenir ?
- ✓ Quelles sont leurs stratégies de survie ?
- ✓ Quelles sont les conditions d'émergence d'un dispositif d'insertion sociale et d'une perspective des pratiques professionnelles et institutionnelles ?

2. Approche méthodologique

2.1.Délimitation du champ d'observation

Bangui, capitale politique et économique de la République Centrafricaine, est organisée administrativement en huit (8) arrondissements avec une population de 622.771 habitants, soit 42,2% de la population urbaine nationale (RCA en chiffres. Résultats du Recensement Général de la population et de l'Habitat, décembre 2003). Les quartiers résidentiels sont situés principalement dans les 1^{ers} et 2^{ème} arrondissements de la ville de Bangui, même si certains quartiers du 3^{ème} ou du 5^{ème} arrondissement ont la configuration de quartiers résidentiels. L'étude a été délimitée au niveau des quartiers SICA1, SICA 2, SICA 3 (2^{ème} arrondissement) et Benz-vi (5^{ème} arrondissement). En fait, c'est au niveau des quartiers énumérés ci-dessus que le phénomène étudié a pris de l'ampleur ces dernières années.

2.2.Méthode d'approche et outils de recueil des données

L'étude s'appuie sur une démarche à la fois qualitative et quantitative à visée compréhensive et comparative. Les données ont été recueillies lors d'une observation directe et d'entretiens directifs (questionnaire) réalisés avec un échantillon par réseau dont la taille est de 80 individus. Le souci d'une analyse qualitative des données justifie la taille de l'échantillon. Les caractéristiques de l'échantillon sont décrites dans le tableau ci-après.

Tableau n°1 : la classe d'âge et la répartition par sexe de la population enquêtée

sexe Age	féminin	masculin	Total	%
15-20 ans	14	50	64	80
21-25 ans	4	8	12	15
+ de 25 ans	0	4	4	5
Total	18	62	80	100

Source : enquête

Avec un échantillon composé de 80 personnes, leurs caractéristiques issues de l'enquête sont les suivantes : la classe d'âge 15-20 ans représente 80% de la population enquêtée. Celle-ci est à 77,5 % masculine.

Tableau n°2 : la répartition de la population enquêtée par quartier résidentiel

zone résidentielle	effectif	féminin	masculin	%
SICA 1	20	5	15	25
SICA 2	20	5	15	25
SICA 3	22	5	17	27,5
Benz-vi	18	3	15	22,5
Total	80	18	62	100

Source : enquête

Les thématiques abordées lors des échanges par questionnaire sont les suivantes :

- Les trajectoires des jeunes ;
- Rapport à l'école et les représentations que ces jeunes ont de l'insertion ;
- Stratégies de survie et aspirations des jeunes.

Précisons qu'en plus des entretiens directifs, la recherche documentaire a aussi été utilisée.

3. Présentation des résultats de l'étude

Les identités et trajectoires des jeunes des quartiers concernés sont présentées dans les lignes qui suivent.

3.1. Déscolarisation et développement du phénomène de « jeunes du quartier » en milieu résidentiel

Il est question ici de présenter le profil des jeunes en difficultés des quartiers SICA1, SICA 2, SICA 3 et Benz-vi.

3.1.1. Trajectoires scolaires

Le tableau qui suit révèle le niveau d'instruction des jeunes.

Tableau n°3 : la répartition de la population enquêtée par niveau d'instruction

Primaire		secondaire		Supérieur		Autres		Total	
effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%	effectif	%
0	0	70	87,5	10	12,5	0	0	80	100

Source : enquête

Il ressort des données ci-dessus que la proportion des enquêtés ayant fait seulement l'école primaire est nulle. En revanche, 87,5 % des jeunes se sont arrêtés au niveau de l'enseignement secondaire (appelé Enseignement fondamental en Centrafrique) et 12,5% ont décroché après avoir passé une année à l'université. Il est important de souligner que 40 % des enquêtés qui ont décroché au niveau de l'enseignement secondaire ont le brevet du premier cycle du secondaire et 10% ont le Bac. C'est-dire que 50 % de cette catégorie n'a eu aucun diplôme du secondaire. Ceux ayant abandonné l'université ont évidemment leur Bac dont 7 de séries littéraires.

A l'analyse, la majorité des jeunes interrogés ont sans doute dû trouver auprès de leurs parents ou de leur famille, voire de leurs milieux de vie, les ressources nécessaires pour assurer leur scolarité. Ce qui contraste avec les milieux populaires où une grande majorité d'enfants et de jeunes éprouvent malheureusement une grande détresse et leurs difficultés sont souvent si grandes qu'elles nuisent à leur développement et à leur capacité de prendre leur place dans la société centrafricaine. Cela peut se vérifier au niveau de leur origine sociale, ce que le tableau suivant révèle.

3.1.2. Trajectoires sociales

Tableau n°4 : la répartition de la population enquêtée selon l'origine sociale des parents

Origine sociale des parents	effectif	%
Cadre supérieur	28	35
Cadre moyen	20	25
Employé de bureau	10	12,5
Retraité de la fonction Publique	22	27,5
Total	80	100

Source : enquête

Les données du tableau ci-dessus démontrent qu'apparemment, la grande majorité des jeunes enquêtés n'ont pas eu un parcours familial jalonné de difficultés telles que séparation des parents ou l'absence de l'un d'entre eux. Ils ont eu à connaître, dans leur majorité, une vie familiale stable. De plus, 35% de l'échantillon sont des enfants de cadres supérieurs, 25% de cadres moyens et 27% de retraités de la Fonction Publique. Les trajectoires des jeunes ne pouvaient d'emblée les exposer à décrocher ou à avoir des difficultés d'insertion socioprofessionnelle.

4. Difficultés et stratégies de survie des jeunes des quartiers résidentiels

La description des trajectoires sociales et scolaires des jeunes étudiés permet de comprendre que leurs difficultés ne peuvent être définies exclusivement à partir des critères traditionnels des milieux populaires de Bangui, à savoir : environnement social difficile, précarité économique et niveau d'instruction réduit. Leurs principales difficultés sont complexes. Il faudra tenir compte du lieu de résidence, mais aussi des valeurs de ces jeunes, de leurs représentations de la vie sociale. En fait, la crise internationale en conjugaison avec les crises militaro-politiques que la République Centrafricaine a connues ces dernières années, a eu des impacts sur le niveau de vie dans la capitale Bangui.

Ce phénomène n'épargne pas les quartiers résidentiels de SICA1, SICA 2, SICA 3 et Benz-vi, considérés jadis comme de véritables vitrines de l'aisance et d'une vie confortable. La misère, qui se vit présentement dans ces zones a bousculé les vieilles habitudes et les valeurs de leurs populations, obligeant les jeunes à s'ouvrir pour survivre.

D'abord, nous avons précisé ci-haut que 27% de l'échantillon ont pour parents des retraités de la Fonction Publique. En réalité, depuis quelques années, les pensions des retraités de la Fonction publique ne sont pas régulièrement payées aux ayants droit. Il s'ensuit que les fins de mois sont difficiles pour les retraites en ces temps de crise, ce qui a un impact sur la solidarité familiale envers les enfants, tant au niveau de la scolarité qu'au niveau par exemple, du déboursement des médicaments, du financement de frais liés à l'eau et à l'électricité, etc.

En réalité, leurs budgets s'amenuisent et beaucoup n'ont pas d'épargne. Ils manifestent régulièrement devant la Direction générale du Trésor, voire dans les rues. Pour toucher la pension, c'est à un véritable parcours du combattant auquel ils doivent se soumettre, en dépit parfois de l'âge et d'un état de santé précaire. La paupérisation des retraités de la Fonction publique contribue donc aux difficultés de leurs enfants.

Il ressort d'abord des données issues de l'enquête par questionnaire que 36% des jeunes interrogés ont décroché à cause d'un manque de soutien familial et 32%, suite aux échecs à l'examen. Ensuite, certains parents ont dû se sacrifier pour inscrire leurs enfants à l'étranger, et surtout en France qui reste la première destination choisie par les Africains en général. Vu les barrières instaurées par la nécessité d'avoir un titre de séjour, ces enfants n'ont pas eu la chance d'être en situation régulière. Devenus alors des « *Sans Papiers* », beaucoup d'entre eux ont été rapatriés de force. Ces derniers viennent ainsi gonfler le nombre de jeunes déscolarisés des quartiers résidentiels de Bangui.

Au demeurant, les quartiers résidentiels de Bangui en général, et particulièrement ceux de SICA1, SICA 2, SICA 3, bastion d'anciens cadres de l'administration et de l'armée, sont devenus aujourd'hui des lieux de débauches, d'échecs, de déviance pour certains jeunes. Le constat est que ces quartiers ne donnent plus, à première vue, l'image d'une aisance dans les foyers. Même l'état de délabrement de certains vieux bâtiments est avancé.

Certaines maisons sont également vendues par les héritiers afin de se partager le fruit de la vente ; ce qui les entraîne souvent devant la justice pour des conflits fonciers et des problèmes de droits de succession. C'est la survie quotidienne chez les jeunes de ces quartiers résidentiels, car presque tout ce qui est cuisine, garage de maison est transformé en chambre individuelle pour location par des tiers ou en ateliers de couture, de réparateurs d'appareils téléphoniques

ou électronique, de vendeurs de cartes téléphoniques, de coiffure, voire de lieux de vente de boissons alcoolisées : la crise oblige.

5. Les nouvelles valeurs et représentations sociales des jeunes des quartiers résidentiels

L'observation du terrain a montré que les jeunes des quartiers SICA 2, SICA 3 et Benz-vine forment pas un ensemble homogène en raison des différences d'âge, de parcours scolaires mais également de pratiques culturelles. D'emblée, il faut faire remarquer que, compte tenu de leur origine sociale, leur vision se caractérise par l'envie de rejoindre les nantis et la crainte d'être disqualifiés par la proximité spatiale avec les « pauvres » ou les familles en crise. Plusieurs idées préconçues les concernent. Paresseux, désengagés, individualistes, ces jeunes déscolarisés sont avant tout soucieux de leur évolution professionnelle et 80% d'entre eux sont prêts à travailler plus pour gagner plus.

Il ressort des entretiens que leur devise du moment est « Progresser ou partir à l'étranger et surtout en France ». Ils en veulent plus pour ne pas être laissés, le cas échéant, au bord de la route comme des indigents. Au bout du compte, « S'épanouir coûte que coûte » est le principe dominant chez ces jeunes. Il suffit de voir les rivalités qui éclatent souvent entre frères et sœurs pour l'attribution de l'argent issu de la vente d'une maison paternelle pour comprendre tout cela (Surtout dans des familles issues de la polygamie).

Les valeurs de solidarité familiale d'autrefois se transmettent de façon anarchique, la crise des valeurs oblige. Même les grands-parents ou la famille élargie ne sont plus importants aujourd'hui pour la majorité d'entre eux. Maintenant, pour être à la mode, il faut s'habiller à la mode, fumer, boire, sortir avec des filles et faire des enfants, même s'ils n'ont pas les moyens de les prendre en charge par la suite.

Pour tout dire, ces jeunes se rebellent contre l'autorité parentale, préfèrent faire des petites soirées où ils boivent sans fin. Pour les relations des garçons avec les filles, l'idée nouvelle est de coucher avec la première venue. Pour les filles, elles préfèrent souvent s'habiller en sexy pour aller en boîtes de nuit ou jouer aux aguicheuses, et ceci, non seulement pour être populaires, mais aussi pour avoir de quoi survivre : elles deviennent des professionnelles de sexe.

Au demeurant, la vie quotidienne de ces jeunes des quartiers résidentiels de SICA 2, SICA 3 et Benz-vi peut se décrire succinctement de la manière suivante : Cigarettes et boissons, vagabondage sexuel, trafic et vente des téléphones portables et des Cdrom, agents immobiliers informels ou « démarcheurs » des maisons à locations dans le quartier, etc.

5.1. Cigarettes et boissons

Parmi ce qui est de l'ordre du désirable et qui influence les actions de ces jeunes des quartiers résidentiels de SICA 2, SICA 3 et Benz-vi, il y a la prise d'alcool. Il s'agit d'une attitude ou d'un phénomène quotidien chez les jeunes des quartiers résidentiels. Ses jeunes consomment à la fois de l'alcool et fument le plus de tabac industriel, ces deux comportements sont souvent liés. Le tabac à priser qui était jadis, un bien de consommation des personnes adultes, n'est pas en reste. D'ailleurs, que ce soit dans les quartiers populaires ou résidentiels,

les adolescents et les jeunes de la ville de Bangui prisent du tabac. Le tabac à priser crée même des liens sociaux : il suffit de croiser un priseur pour se servir et consommer sans déboursier un seul franc CFA. C'est un facteur d'affection, de devoir, de dépendance qui unit les priseurs entre eux.

Au reste, c'est un phénomène général à Bangui. Les observations démontrent que l'alcoolisation de l'adolescent ou du jeune, tout comme la consommation des cigarettes et tabac à priser sont de plus en plus fréquentes chez les garçons tout comme les filles. Curieusement, la consommation régulière d'alcool chez les adultes diminue, mais on assiste à une recrudescence des comportements extrêmes chez les jeunes. Il faut souligner que les boissons consommées par ces jeunes ne sont pas seulement de tradition occidentale. La majorité des jeunes de ces quartiers résidentiels ont aussi recours aux boissons traditionnelles alcoolisées. On peut citer d'abord, la production traditionnelle de boissons à base de sorgho ou de mil appelée localement « *bilibili* » et appréciée dans le nord de la République Centrafricaine. Il s'agit de la bière traditionnelle de sorgho appelée « *dolo, doro, raam* » au Burkina Faso ou « *Tchakpalo* » en Côte d'Ivoire.

Ensuite, il y a le vin de palme, une boisson traditionnelle consommée en Afrique Centrale, du Nord, de l'Ouest et de l'Est. Il s'agit d'une boisson alcoolisée naturelle extraite à partir du palmier. Le vin de palme appelé localement « *Kangoya* ou *Bossongo* » provient de la sève du palmier qui a été recueillie. A cela, il faudrait ajouter, une boisson locale alcoolisée à très forte teneur obtenue par la distillation des grains de maïs fermentés auxquels on associe du manioc, de la mangue ou d'autres fruits et quelques ingrédients. Appelé « *Ngbako* » en langue nationale (le Sango), cet alcool frelaté faisait l'objet d'une lutte acharnée menée par l'administration coloniale. Les boissons alcoolisées étant plus chères, les jeunes se ruent de plus en plus sur les traditionnelles qui en deviennent des compléments. En fait, les jeunes des quartiers résidentiels de SICA 2, SICA 3 et Benz-vi, la consommation de ces boissons consiste à s'enivrer et le plus rapidement. Pour cela des réseaux sociaux se créent également.

5.2. Vagabondage sexuel

Tout ce qui précède est lié au vagabondage sexuel aussi bien chez les filles que chez les garçons dans les quartiers résidentiels de Bangui. Ces jeunes contribuent à l'augmentation du taux de fécondité en milieu urbain, ce qui n'est pas sans conséquences. En fait, on note souvent des cas de décès chez les adolescentes, ce qui est souvent dû à des avortements provoqués. A cela, il faut ajouter la grossesse précoce qui prend de l'ampleur de jour en jour dans la capitale, Bangui, avec pour principale victime, l'adolescence ou la jeunesse féminine urbaine. Dans le pire des cas, on assiste à des avortements clandestins, aux dangers incalculables tels que les infections sexuelles, la stérilité, la mort, etc.

Enfin, un autre aspect à relever, c'est le fait de ne pas se protéger lors des rapports sexuels avec du préservatif encore appelé condom ou capote. Les taux de prévalence des maladies vénériennes ou sexuellement transmissibles, le SIDA sont ainsi en hausse.

5.3. Trafic et vente des téléphones portables et des Cdrom

Il est vrai que ce phénomène est observable de nos jours dans les grandes villes africaines en général. Toutefois, à l'inverse des magasins de grossistes spécialisés dans la vente d'appareils téléphoniques portables et de leurs accessoires, ce qui se passe dans les quartiers SICA 2, SICA 3 et Benz-vi, ces dernières années, c'est que la vente de ces produits se fait de façon informelle, voire clandestine avec des appareils de seconde main à des prix défiant toute concurrence. Le problème, c'est qu'en réalité cette pratique suscite souvent la méfiance des clients à l'égard des portables de seconde main qu'ils considèrent généralement comme étant volés. Au demeurant, il s'agit souvent des produits soutirés aux parents, amis et propriétaires pour avoir quelque moyen de survie.

5.4. Agents immobiliers informels ou « démarcheurs » des maisons à locations dans le quartier

La crise, l'oisiveté, la déscolarisation ont fait de certains de ces jeunes des quartiers SICA 2, SICA 3 et Benz-vi des agents immobiliers informels ou « démarcheurs » ou encore des intermédiaires. Ils ont pour rôle de mettre en contact un bailleur et un preneur. Connaissant bien les bailleurs des maisons à usage d'habitation dans leur quartier, ils sont ainsi chargés de repérer là où il y a des maisons libres et de trouver des clients. Tout cela moyennant des intérêts ou revenus. Ils y trouvent ainsi des stratégies de survie.

5.5. Proxénétisme

Là aussi, il s'agit d'une autre stratégie de survie chez ces jeunes. Pour les garçons, cela consiste à repérer les filles vulnérables, isolées et en besoin affectif. En d'autres termes, ils profitent de la position de faiblesse des filles en difficulté d'argent pour créer une liaison plus intime avec la clientèle de la prostitution. Ces filles peuvent être aussi leurs propres sœurs, cousines, etc. En retour, cela leur permet de subvenir à leurs besoins quotidiens, une fois le contact établi avec le client. Ils peuvent ainsi avoir comme gain, au moins 20.000 FCFA (13.119.140 Euros) par client. Certaines filles jouent le même rôle auprès de leurs sœurs, amies, etc. Le comble, c'est que tout se passe autour de l'alcool, dans des débits de boissons, ce qui fait que, le plus souvent, les filles se font droguer pour qu'elles puissent perdre leurs inhibitions et faire ce que leur ordonne le proxénète ou le client de la prostitution.

6. Rapport à l'école et les représentations que ces jeunes ont de l'insertion socioprofessionnelle

Il faut commencer par dire que parmi les jeunes des quartiers SICA 2, SICA 3 et Benz-vi, plusieurs sont concernés par le phénomène d'éloignement face à l'école. Autrement dit, on note une démobilisation scolaire chez ces jeunes comme le présentent leurs trajectoires. L'étude de terrain a tenté d'observer leurs attitudes et opinions envers l'institution scolaire. En premier lieu, leur éloignement face à l'école est lié au chômage et à la précarité généralisée à Bangui. Ils rendent ainsi ces deux phénomènes responsables de leur décision d'abandonner les études. Pour 80% d'entre eux, les diplômes garantissent moins aujourd'hui, l'insertion professionnelle

en Centrafrique. Autrement dit, la scolarisation en Centrafrique n'est plus garante de l'avenir à travers des récits d'expériences recueillis grâce aux divers entretiens effectués avec ces jeunes des quartiers résidentiels de SICA 2, SICA 3 et Benz-vi.

Ce phénomène de démobilitation scolaire est d'ailleurs général si l'on s'en tient aux récits d'expériences recueillis grâce aux divers entretiens libres effectués avec certains enseignants du secondaire. En fait, des enseignants se disent confrontés de plus en plus au manque d'intérêt des élèves pour les cours ou à leur l'ennui à l'école.

Il est vrai, les difficultés d'insertion professionnelle des jeunes diplômés sur le marché du travail local découragent certains jeunes en cours de scolarisation. Même, le nombre croissant des diplômés qui quittent l'université sans emploi décourage les plus jeunes. Il faut reconnaître que depuis les programmes d'Ajustement structurel imposés, depuis 1980, par les Institutions de Brettons Wood aux Etats africains comme la République Centrafricaine, la fonction publique ne recrute plus régulièrement et pire, le secteur privé est quasi inexistant.

En second lieu, la démobilitation scolaire chez ces jeunes est liée aux répercussions de la grossesse à l'adolescence. En effet, parmi les adolescentes concernées par cette étude, une grande proportion d'entre eux à décrocher à cause de la grossesse précoce qui les a transformées, dans bien des cas, en de mères adolescentes. Ces filles mères ne peuvent pas souvent bien exercer leur rôle si elles ne reçoivent pas le soutien adéquat. Elles doivent fréquemment faire face aux conséquences suivantes : isolement social, habitudes de vie déficientes, sous-scolarisation, mauvais traitements, stress et dépression, etc.

Enfin de compte, l'expérience a démontré que les jeunes mères courent plus de risques d'abandonner l'école ou d'atteindre un niveau de scolarisation moins élevé et, par conséquent, de rater des occasions d'emploi. Bien que certaines adolescentes puissent bénéficier du soutien de leur famille et de leurs proches, la situation n'est pas particulièrement réjouissante de façon générale. Cette réalité est souvent vécue aussi par les garçons, auteurs des grossesses, qui à défaut d'assurer la paternité, ou encore lorsqu'ils s'investissent peu, voient le nouveau rôle de père devenir trop lourd pour eux.

D'ailleurs, en général, le jeune homme quittera souvent la mère de l'enfant pendant la grossesse ou dans les deux années qui suivent la naissance, car fuyant la prise en charge de la maternité. Il s'ensuit que certaines adolescentes ne désirent plus la présence du jeune père « incapable », et décident de garder l'enfant pour combler un déficit affectif. Dans d'autres cas, le garçon doit faire face à l'hostilité de la famille de la jeune fille, même s'il désire s'investir auprès de l'enfant. En conséquence, les garçons comme les filles, une partie d'entre eux au moins, s'ennuient à l'école et décrochent.

Enfin, parmi les jeunes « du quartier résidentiel », plusieurs, découragés par les difficultés d'insertion professionnelle, sont entraînés par de fausses ambitions qui leur font miroiter une poursuite des études en Europe, voire une carrière de jeunes basketteurs ou footballeurs. Les médias, avec l'émergence du village planétaire, contribuent largement à de telles aspirations, depuis que le premier Mondial organisé en Afrique du Sud par la Fifa, a poussé plusieurs milliers de jeunes joueurs Africains à chercher à émigrer vers l'Europe, caressant ainsi le rêve d'une carrière professionnelle juteuse. 85% de nos enquêtés ont ainsi affirmé caresser le rêve d'une étude supérieure en France ou d'une carrière professionnelle dans le domaine sportif.

Au demeurant, le rapport au diplôme sur le plan national est également négatif. Nos enquêtés valorisent beaucoup plus l'expérience et le savoir-faire extérieurs. La dimension

locale des marchés du travail n'est pas à négliger dans une réflexion sur les problèmes sectoriels et territoriaux du chômage des jeunes peu qualifiés. Le nombre de jeunes qui quittent l'école prématurément, sans connaissances professionnelles suffisantes ni culture générale satisfaisante, a fortement augmenté ces dernières années.

Le constat établi est le suivant : l'insertion dans la vie active est malaisée pour tous les jeunes, elle passe plus souvent encore par une période de chômage pour les jeunes de bas niveau. Pour la majorité, l'autonomie sociale n'est pas pour tout de suite, faute de moyens financiers. Les difficultés d'insertion sur le marché du travail éprouvées par les jeunes interrogés au niveau SICA 2, SICA 3 et Benz-vi, sont à l'analyse, liées à l'absence d'une réponse relevant de mesures de formation, de création de programmes spécifiques pour améliorer les conditions d'une insertion sociale et professionnelle réussie en tenant compte des particularités de ces jeunes.

7. Déficit des métiers du social

L'analyse du manque de dispositifs de prise en charge de la jeunesse en difficulté et des politiques y relatives permet de voir, dans de tel contexte, l'intervention de l'Etat sur le marché du travail et d'évaluer les politiques d'emploi en faveur des jeunes. Et le séminaire national sur l'éducation et la formation de 1982 et les états généraux de l'éducation en 1994 ont déjà relevé la majeure partie de la problématique selon laquelle la plupart des formations en Centrafrique ne débouchent pas directement sur un emploi. Des solutions ont été proposées mais n'ont jamais été appliquées. Rien n'est fait pour améliorer la situation et à ce jour on observe les problèmes suivants:

- 1) Non prise en compte des problèmes inhérents aux groupes vulnérables ;
- 2) Au fondamental 2, secondaire général, technique et professionnel, les programmes sont inadaptés aux réalités nationales et aux besoins du marché de l'emploi car orientés vers l'acquisition des savoirs académiques ;
- 3) Au niveau de l'enseignement supérieur, les formations sont plutôt orientées vers l'obtention des diplômes et il y a manque de filières professionnalisées ;
- 4) Au niveau de l'éducation non formelle, les programmes d'enseignement sont caducs avec une insuffisance de méthodes d'alphabétisation intensive ;
- 5) Augmentation du nombre des diplômés sans qualification réelle et sans emploi ;
- 6) Manque de coordination entre le ministère de l'Education Nationale, le ministère de l'Emploi et le Patronat ;
- 7) Inefficacité des services de l'orientation scolaire et professionnelle ;
- 8) Faible nombre des établissements techniques et professionnels ;
- 9) Absence d'une politique réelle en matière d'emploi et de formation professionnelle ;
- 10) Difficultés d'insertion professionnelle des jeunes diplômés sans emploi ;
- 11) L'inapplication de la législation du travail ;
- 12) Obstruction des entrepreneurs étrangers (surtout ceux du Moyen-Orient) quant à l'embauche des diplômés centrafricains ;
- 13) Tracasseries à l'endroit des entreprises des autochtones par les services des impôts ;

- 14) Mauvaise compréhension de la notion de travail et du rôle de la formation par les Centrafricains ;
- 15) Intégration des porteurs de faux diplômes dans la Fonction Publique.

Au demeurant, il y a un véritable problème d'adéquation formation emploi et de limites dans les pratiques de prévention concernant des difficultés des jeunes en souffrance d'insertion sociale. Or, aujourd'hui, l'insertion professionnelle est résultante des stratégies d'acteurs tels que l'institution scolaire, ou de formation, les offreurs d'emploi, les institutions spécialisées en la matière, la société civile, etc. Ce sont les stratégies de ces différents acteurs qui doivent contribuer à la construction des dispositifs de l'insertion de l'enfance et de la jeunesse en difficulté.

CONCLUSION

Il résulte de l'étude l'émergence d'une jeunesse déscolarisée des quartiers résidentiels dont les difficultés sont parfois si grandes qu'elles nuisent à leur développement et à leur capacité de prendre leur place dans la société. La grande majorité des jeunes enquêtés n'ont pas eu un parcours familial jalonné de difficultés telles que séparation des parents ou l'absence de l'un d'entre eux. Ils ont eu à connaître, dans leur majorité, une vie familiale stable. En face, l'offre existante en matière d'éducation non-formelle et de formation professionnelle pour ces jeunes est extrêmement limitée. Les solutions viendraient de la prise en compte du problème à la racine, en mettant en place des stratégies de réussite éducative afin de repérer et prendre en charge des élèves en situation d'échec ou de blocage par rapport aux apprentissages. Des conventions multi partenariales entre financeurs des centres sociaux sont à développer afin d'assurer aux centres sociaux la pérennité de leurs ressources afin de les encourager à développer un accueil et un accompagnement en direction des familles vulnérables.

Références bibliographiques

- Evaluation du séminaire national sur l'éducation et la formation de 1982 et les états généraux de l'éducation en 1994 .consultation sur « http://dialogue.national.free.fr/dn_commissions_education_ademploi.htm »
- Chazal (Jean) et Chazal (Renaud), *L'enfance et la jeunesse délinquantes*, Paris, Puf, Collection « Que sais-je ? », 1993,127p.
- Kouakou et Clément Kouadio, « *Evaluation micro-économétrique des politiques d'insertion des Jeunes en Côte d'Ivoire* » Centre Ivoirien de Recherche Economique et Sociale (CIRES), 2002, P2-5.
- *La RCA en chiffres. Résultats du Recensement Général de la population et de l'Habitation (RGPH), Décembre 2003*, Bangui, Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale, 23 P.
- Ndolombaye (Josué), *Ordre urbain et Délinquance Juvenile en République Centrafricaine : Vers une nouvelle politique de réinsertion sociale*, Thèse de doctorat de troisième cycle de sociologie, Université d'Abidjan-Cocody (Côte d'Ivoire), 1996,500 P.